



Assemblée nationale

journal des Débats

Première session — 31^e Législature

Le mardi 19 avril 1977

Vol. 19 — No 21

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Dépôt de document	
Rapport annuel de REXFOR.....	723
Questions des députés	
Projet de régime d'assurance-automobile.....	723
Programme agricole de soutien des prix.....	726
Projet d'implantation d'industrie aux Trois-Rivières.....	727
Subventions aux écoles publiques et privées.....	728
Travaux parlementaires	
Motion pour faire siéger les commissions parlementaires.....	729
Vote sur la motion.....	729
Travaux parlementaires (suite).....	730
Ajournement.....	730

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec
G1A 1A7*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mardi 19 avril 1977

(Quinze heures cinq minutes)

M. Richard (Président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom des députés.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport annuel de REXFOR

M. Burns: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer au nom du ministre des Richesses naturelles le rapport annuel 1975-1976 de la Société de récupération et d'exploitation des développements forestiers du Québec, c'est-à-dire que c'est au nom du ministre des Terres et Forêts que je dépose ce document.

Le Président: Rapport déposé.
Période de questions orales.
M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

Projet de régime d'assurance-automobile

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, en l'absence du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, je poserai la question au premier ministre. Le premier ministre pourra-t-il indiquer à cette Chambre si, dans la préparation de la politique du gouvernement relativement à l'assurance-automobile, on aurait oublié l'objectif qui nous paraissait le plus important, celui de la réduction des primes?

M. Lévesque (Taillon): Non, l'objectif n'a pas été oublié. La seule chose qu'il y a c'est qu'à bien des points de vue on s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas en faire une promesse en l'air tout de suite. A la suite de la tournée que le ministre responsable du dossier aura faite, d'ici quelques semaines, malheureusement sans l'accompagnement qu'elle espérait avoir, mais qui lui permettra quand même de prendre le pouls de la population, on pourra probablement répondre de façon plus précise.

Beaucoup va dépendre à la fois des exigences de la population par rapport aux indemnités et beaucoup va dépendre aussi de la compréhension qu'il peut y avoir dans le public sur la nécessité, par exemple, surtout dans le domaine des dommages matériels, de devenir de plus en plus res-

pensable, tout le monde ensemble, en ce qui concerne l'évaluation, le prix des réparations, la sécurité routière, toutes des choses qui ont déjà été longuement discutées. Il ne suffit pas de dire qu'on veut — tout le monde le veut — baisser les primes, il faut également, jusqu'à un certain point, ou bien baisser les exigences ou alors réduire une certaine part d'irresponsabilité qui a donné au Québec une réputation qui n'est pas particulièrement enviable de ce côté-là.

Ce que je voudrais ajouter simplement, pour qu'il n'y ait pas de confusion, c'est qu'au moment, en particulier, de la campagne électorale, ce à quoi le Parti québécois s'est engagé, pour la première année de son mandat, s'il était élu, c'était d'établir la première étape qui paraîtrait la plus indiquée. On avait déjà, à ce moment-là, mentionné les dommages corporels. Ce n'est quand même pas une vieille histoire du moyen âge, il s'agit d'il y a cinq ou six mois. On avait mentionné les dommages corporels et le "no fault" comme étant fort probablement la cible de cette première étape. Or, c'est exactement ce qu'on va essayer de réaliser d'ici quelques mois en commençant par le projet de loi qui devrait être déposé avant l'ajournement d'été, quitte à laisser la porte ouverte pour l'avenir, mais au moins commencer à faire une première étape qui est absolument essentielle.

Sauf erreur, si ma mémoire ne fait pas défaut, c'est du côté des dommages corporels que 28% des victimes sur nos routes ne sont jamais indemnisées. C'est du côté des dommages corporels aussi qu'à travers tous les problèmes juridiques, les éternelles parades devant les tribunaux, les délais s'accumulent 18 mois, 2 ans, 3 ans, 4 ans jusqu'à ce que même, très souvent, les gens qui sont indemnisés le sont pour une fraction seulement des dommages qu'ils ont subis. Il nous a semblé qu'au strict point de vue social, en même temps qu'économique, la première étape, absolument indispensable, c'était d'assurer l'indemnisation universelle des dommages corporels. Comme tout le reste, cela demeure discutable, mais c'est à partir de là qu'on verra la suite.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, question additionnelle.

Dans le programme du Parti québécois, édition 1975, le premier ministre sait qu'il est écrit qu'un gouvernement du Parti québécois s'engage à établir un régime public, complet et obligatoire d'assurance-automobile.

Le premier ministre lui-même s'est engagé solennellement à mettre sur pied une régie québécoise de l'assurance-automobile qui, disait-on, lancera un régime public de base comportant le système du "no fault". On a parlé, dans le discours inaugural, d'une première étape, comme vient de le faire le premier ministre. Le premier ministre admettra qu'il se pose énormément de questions à la suite de cette prise de position et particulièrement du contenu du rapport du ministre des Institutions financières.

Entre autres, on peut demander au premier

ministre de nous dire, vu que l'assuré devra s'assurer de toute façon apparemment, parce que ce sera une assurance obligatoire, chez un assureur privé, ce qui a amené le gouvernement à songer à confier la partie des dommages corporels à une régie d'Etat, plutôt qu'à l'entreprise privée qui est déjà là avec ses structures, avec son monde, autrement dit avec son expérience. Ne craint-il pas que cela ne finisse par coûter plus cher? En effet, il ne faut pas oublier l'objectif principal qui était la réduction des primes et, en même temps, de couvrir complètement ceux qui étaient victimes d'accidents. Ce sont les deux objectifs, si je comprends bien, que nous, du moins, nous avons à l'esprit. J'imagine bien que le premier ministre devait avoir ces deux objectifs à l'esprit.

Alors, ma première question, c'est cela: Qu'est-ce qui l'a amené à proposer que les dommages corporels soient réglés par une régie d'Etat plutôt que par l'entreprise privée qui est déjà dans le domaine? Deuxièmement, une autre question qui se pose à nous, c'est: Qu'est-ce qui arrive du Québécois qui sort des limites, des frontières du Québec avec sa voiture et qui cause des accidents ailleurs où le régime "no fault" n'existe pas? Est-ce qu'il devra, du moment qu'il sort du Québec, se munir d'une autre police d'assurance pour couvrir les dommages corporels qu'il pourrait infliger à d'autres?

M. Lévesque (Taillon): J'avoue que, sur la deuxième question, là je n'ai pas la réponse à l'esprit. Je peux la prendre sous toutes réserves et le chef de l'Opposition pourra poser la question au ministre qui a suivi tout le dossier, parce que cette partie, je ne l'ai pas. Est-ce que le ministre a entendu les deux questions? Est-ce que le chef de l'Opposition verrait des objections à les répéter, les deux, parce qu'il a des chances d'avoir des réponses plus techniquement au point?

M. Levesque (Bonaventure): Je vais oublier le préambule qui rappelait les promesses du Parti québécois.

Je vais seulement répéter les deux questions. La première est: Qu'est-ce qui a amené le gouvernement à privilégier une régie d'Etat plutôt que l'entreprise privée qui est, d'ailleurs, encore là pour répondre à la partie qui s'occupe des dommages matériels, qui a l'expérience, qui est en place, autrement dit? Ne craint-on pas qu'avec une régie d'Etat on crée un monstre ou qu'on augmente éventuellement les primes d'assurances elle-mêmes? Je rappelais au premier ministre que nous poursuivions deux objectifs: d'abord diminuer les primes, et deuxièmement, couvrir les victimes qui ne l'étaient pas d'après l'ancien régime. Dans cette perspective, pourquoi créer une régie d'Etat? Deuxièmement, qu'est-ce qui arrive du citoyen québécois, de l'automobiliste québécois qui sort des frontières du Québec et qui cause un accident dans un autre endroit où il n'y a pas de "no fault"? Devra-t-il se munir d'une autre police d'assurance au cas où il causerait des dommages corporels ailleurs qu'au Québec? Ce sont les questions que je pose.

Mme Payette: M. le Président, à la première question à savoir pourquoi il y a régie d'Etat, après avoir étudié avec beaucoup d'attention et beaucoup de sérieux ce dossier de l'assurance-automobile, nous en sommes arrivés à la conclusion que si un des buts visés était l'indemnisation complète des victimes corporels de l'assurance automobile, cela devenait une sorte de mesure sociale de l'Etat que d'intervenir dans ce qui pourrait être comparé à des accidents de travail, dans la mesure où on connaît le nombre de véhicules automobiles qu'il y a sur les routes du Québec.

C'est donc pour le gouvernement une proposition de réforme sociale, une réforme de justice sociale qui permet une indemnisation complète de toutes les victimes d'accident d'automobile.

La réponse à la deuxième question est plus complexe, et je vous soumettrai, M. le Président, que le document qui a été transmis à cette assemblée est un document de travail, essentiellement.

Nous sommes présentement absolument convaincus que tout Québécois voyageant à l'extérieur du Québec est entièrement couvert en cas d'accident corporel. Nous continuons de chercher—et c'est pourquoi nous allons continuer ce travail, il ne s'agit pas, je l'ai dit, d'un livre vert ou d'un livre blanc, mais d'un document de travail—nous continuons de chercher, dis-je, la meilleure solution pour une indemnisation totale à l'étranger.

Et peut-être bien que nous entendrons sur ce sujet des suggestions qui pourraient nous venir de l'entreprise privée.

M. Lalonde: M. le Président, une question additionnelle. Comment se fait-il que le ministre ait pu présenter ou offrir une solution concernant l'assurance-automobile sans avoir calculé le coût, c'est-à-dire sans que la première conséquence soit un des deux objectifs visés, la diminution des primes pour tous les Québécois?

Mme Payette: M. le Président, je me suis refusé dans un premier temps à faire une promesse qui m'apparaîtrait oiseuse dans les circonstances, c'est-à-dire une promesse strictement partisane de faire baisser les primes de l'assurance-automobile. Nous avons fait un calcul précis quant au coût du régime d'Etat pour la protection corporelle. Nous avons mis en place toutes les mesures connues pour éventuellement faire baisser les primes sinon pour au moins en contrôler l'éventuelle progression, qui a été considérable au cours des dernières années.

Dans ce sens, les mesures mises de l'avant nous permettent de penser, puisqu'elles sont accompagnées de mesures sévères de sécurité routière, que nous arriverons comme peuple à améliorer notre fiche de conducteur. Et, si je ne veux absolument pas promettre qu'il y aura une baisse des primes cette année, je serais cependant à peu près sûre que nous arriverons à contrer tout au moins l'inflation dans ce domaine, au fur et à mesure, en améliorant notre fiche de conducteur automobile.

Le Président: Le député de Montmagny-L'Islet.

M. Giasson: Une question additionnelle, accessoire sur les études de coût auxquelles fait allusion le ministre responsable des consommateurs. Est-ce qu'elle peut nous assurer que ces études de coût vont tenir compte d'un phénomène progressif à chaque année dans le nombre de personnes qui seront éligibles à une rente viagère? Ou, si dans quelques années, faudra-t-il revoir en totalité les coûts que va représenter le paiement des indemnités réparties sur une période de vie assez longue? Autrement dit, allons-nous vivre la même expérience que celle que l'on connaît à la Régie des rentes du Québec? Une première étude actuarielle devait déboucher dans quelques années sur une deuxième, de manière à accroître considérablement les cotisations afin d'être en mesure de faire face à la multiplication des bénéficiaires qui, chaque année, vont accroître le volume de personnes devant être indemnisées.

Mme Payette: M. le Président, je pense qu'il faut répondre à cela qu'il faut prendre le temps de lire le document qui a été soumis à cette Assemblée et que le régime a été étudié avec beaucoup de sérieux. Je pense qu'on trouverait dans ce document la réponse que vous cherchez. Maintenant, je ne voudrais pas non plus, M. le Président, si vous me le permettez, tourner le fer dans la plaie, mais comme l'Opposition n'a pas cru bon de nous appuyer au moment où nous manifestions le désir d'une commission parlementaire itinérante, je voudrais, quand il s'agit de questions de cet ordre, qu'on se souvienne que je suis prête à entendre également les députés en consultation populaire s'il y a lieu.

M. Levesque (Bonaventure): Question de privilège, M. le Président. Vous venez d'entendre le ministre parler d'une question qui n'a rien à voir avec son obligation comme ministre de répondre aux questions, ici, à l'Assemblée nationale. Je prierais le ministre — je veux y mettre toutes les formes nécessaires — de bien comprendre qu'elle peut penser qu'elle a un devoir à accomplir dans les régions et à l'extérieur du Québec, mais, ici, à l'Assemblée nationale elle n'a rien...

Le Président: M. le chef de l'Opposition, je ne crois pas qu'il s'agissait là d'une question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle, M. le Président. Le ministre a répondu à une question qui lui était posée, à savoir que, d'une part, nous devons nous référer à son rapport, ne pouvant pas l'expliciter elle-même et, d'autre part, lorsque nous lui avons parlé de la situation faite à l'automobiliste hors du Québec, elle a répondu que c'était une question qu'il fallait étudier ultérieurement, ou quelque chose comme cela.

Ma question est celle-ci: Comment a-t-on pu établir ce que coûtera la prime d'assurance pour

l'assuré québécois lorsqu'on a omis de penser à ce qu'il lui arrive dès qu'il sort du Québec? C'est bien beau être séparés, mais tout de même, les Québécois vont continuer à voyager en Amérique du Nord.

Mme Payette: M. le Président, je voudrais vous faire remarquer que ce dont on parle, c'est l'exception à la règle, c'est-à-dire que les Québécois qui voyagent à l'extérieur du Québec, il n'y en a quand même pas des légions... Nous avons également étudié le cas des étrangers de passage au Québec pour admettre qu'un étranger en territoire québécois serait également couvert par la régie de l'assurance-automobile.

Dans ce sens, dans ces cas qui sont des exceptions, je vous renvoie à l'étude du régime où éventuellement à un projet de loi qu'on étudiera ici.

M. Saint-Germain: Question additionnelle.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Merci, M. le Président. Toujours dans le domaine de l'assurance-automobile et contrairement à ce que le chef de l'Opposition disait, si nous parlons des gens qui viennent des autres provinces visiter le Québec, si on retenait le point — c'est hypothétique, vous allez me dire — pour défrayer le coût des assurances de \$0.20 le gallon, comment procéderait-on avec les touristes qui viennent des autres provinces? Est-ce que l'essence leur coûterait \$0.20 de moins le gallon ou si cela coûterait le même prix?

Mme Payette: M. le Président, là encore, je suis obligée d'insister sur le fait que ce dont on parle, c'est un document de travail. On y a soumis pour consultation un certain nombre d'hypothèses et nous allons demander à la population et aux organismes concernés de nous indiquer ou de nous aider à trouver la meilleure solution du financement de ce régime. Comme tout cela, ce sont des hypothèses, on peut en parler longtemps.

Le Président: M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Question additionnelle. Pour revenir aux Québécois qui voyagent en dehors de la province, par exemple, au tour de la Gaspésie, tout le monde sait que les relations avec le Nouveau-Brunswick pour les automobilistes sont faciles et très nombreuses; vous avez les travailleurs du Maine; vous avez tous ces gens qui demeurent le long de la frontière dans les Cantons de l'Est qui traversent à peu près toutes les semaines aux États-Unis; vous avez nos milliers de Québécois qui passent leurs vacances au lac Champlain, à Old Orchard, le long de l'Atlantique; vous avez la région de l'Outaouais où on traverse en Ontario...

Le Président: M. le député, pouvez-vous formuler votre question?

M. Saint-Germain: Ma question est celle-ci, M. le Président: Pour ces milliers d'exceptions journalières, si les Québécois sont obligés de s'assurer individuellement malgré la politique de l'office regardant les blessures corporelles, est-ce qu'au ministère on additionne ces coûts qui seront versés par les individus au coût réel de la prime que les Québécois auront à payer dans le nouveau système?

Mme Payette: M. le Président, je voudrais vous signifier ma bonne volonté à répondre à toutes ces questions. Je crois qu'elles sont, cependant, prématurées et que nous aurons l'occasion d'en rediscuter dans cette Chambre.

M. Saint-Germain: C'est à l'ordre du jour. Cela concerne les citoyens du Québec.

Le Président: Il n'y aura plus de questions additionnelles sur cette question, sauf celle que va poser M. le député de Beauce-Sud.

M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: M. le Président, j'aimerais poser une question additionnelle au ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. Etant donné qu'il ne s'agit pas d'un cas d'exception, ni d'une quantité négligeable, relativement aux gens qui doivent aller en dehors du Québec, parce que dans la région chez nous, le long de la frontière américaine, nous avons un grand nombre de travailleurs qui doivent aller gagner leur vie aux États-Unis, il y en a qui voyagent à chaque jour, d'autres voyagent à chaque semaine, j'aimerais savoir du ministre quand elle sera en mesure de nous donner des informations pertinentes à ce sujet. En fin de semaine, j'ai entendu bien des questions, puis il y a beaucoup d'inquiétude de la part de cette catégorie de la population du Québec qui doit aller travailler aux États-Unis, comme je viens de le dire, parce qu'on refuse des permis de travail dans la province de Québec.

Mme Payette: M. le Président, permettez-moi de répondre au député de Beauce-Sud que nous continuons à étudier très sérieusement cette question. On est parfaitement conscient que pour ceux qui sont en bordure des frontières, c'est évidemment une situation importante. Vous en serez informé dans les semaines qui viennent, puisque nous continuons nos travaux parallèlement à ce qui existe déjà comme proposition de travail, et vous serez certainement informé avant le dépôt ou au moment du dépôt du projet de loi.

M. Giasson: M. le Président.

Le Président: Question additionnelle?

Programme agricole de soutien des prix

M. Giasson: M. le Président, ma question va au ministre de l'Agriculture.

J'aimerais savoir du ministre de l'Agriculture quel est le programme de soutien des prix qu'il en-

tend instaurer à très brève échéance pour les producteurs sans sol du Québec qui sont spécialisés dans la production porcine et également dans la production de chair de volaille, après l'augmentation fantastique du coût des protéines qui sont absolument nécessaires pour l'alimentation de ce bétail. Le ministre doit savoir que le coût des protéines s'accroît de semaine en semaine, de sorte qu'il a doublé celui que ces producteurs payaient l'an dernier et qui, de plus, est accompagné d'une réduction des prix payés aux producteurs pour les deux produits en cause. La situation va devenir très urgente, et s'il n'y a pas correctif, nous aurons, dans une échéance prochaine, des producteurs de ces spécialités agricoles qui feront face à la faillite. Il me paraît qu'il faut absolument que le ministre puisse nous indiquer quel est le programme palliatif qu'il entend mettre sur pied de ce côté.

Le Président: Le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Je pense, d'abord, que les fédérations concernées ont parlé, surtout la Fédération des producteurs de volaille, de l'établissement des coûts de production. Mais le véritable problème n'est pas là. Le véritable problème c'est que le gouvernement fédéral "taponne" à contrôler les importations de volaille au Canada. Et actuellement, depuis le début de l'année 1976, il y a eu 60 millions de livres de volaille qui ont été importées au Canada, alors que le gouvernement fédéral n'a rien fait dans ce domaine. C'est là le problème.

M. Giasson: Question additionnelle. Le ministre n'a pas du tout compris ma question ou il n'a pas voulu y répondre. Les importations de volaille venant des États-Unis n'ont rien à voir avec l'augmentation radicale du prix des protéines. Il s'agit de la fève soya qui sert dans la fabrication des moulées, il s'agit de la viande de poisson qui vient des pays de l'Amérique du Sud. Il s'agit là de produits qui n'ont rien à voir avec les importations de volaille. Cela découle d'une pénurie de ces protéines dans les deux secteurs que je viens de mentionner, et on n'a pas d'indice que le prix va baisser parce que les réserves de protéines dans le monde diminuent.

M. Burns: Question.

M. Giasson: Qu'est-ce que le ministre entend faire pour régler le problème du coût des protéines? Ce n'est pas la question du poulet américain qui pénètre au Québec.

M. Garon: Les producteurs eux-mêmes, qui sont regroupés en fédération, nous ont demandé de travailler aux coûts de production, d'établir un nouveau coût de production parce qu'il va y avoir des négociations avec le gouvernement d'Ottawa, éventuellement. On parle de l'établissement d'un plan national parce que le fédéral, actuellement, ne peut pas contrôler ses importations sans cela. Les producteurs eux-mêmes disent: Ce qui est important, c'est d'établir des coûts de production.

Vous devancez pas mal les problèmes en disant, à un moment donné, qu'il faut parler de prix de soutien alors qu'on n'est pas rendu au coût de production. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui viennent de demander d'établir cela. Je les ai rencontrés régulièrement dans les dernières semaines.

M. Giasson: Question additionnelle. La Fédération des producteurs de chair de volaille a déjà établi, il y a environ un an et demi, les coûts de production à la ferme. Ce sont des coûts connus, mais qui varient à chaque année avec l'augmentation ou la baisse des prix des ingrédients qui servent à fabriquer les moulées. Le coût de production, il y a un an et demi, était fort bien déterminé par la Fédération des producteurs de volaille.

Voici ce que je veux savoir: Quelle politique provinciale le ministre va-t-il instaurer pour empêcher la faillite de producteurs spécialisés dans les deux branches de production auxquelles j'ai fait allusion?

M. Garon: On ne peut rien vous cacher quand vous dites que les prix fluctuent. C'est simple le problème, c'est un problème d'importation. Le problème en est un d'importation de produits américains. Qu'est-ce que vous voulez? Il y a 60 millions de livres de volaille. En 1975, il en est entré 20 millions de livres et 60 millions en 1976. Est-ce que le fédéral va attendre qu'il y ait 100 millions ou 150 millions de livres qui entrent au Canada avant de faire des contrôles? C'est cela, le problème. J'ai rencontré les producteurs; eux-mêmes, c'est là qu'ils voient le problème également.

M. Giasson: Question additionnelle. A ce compte, est-ce que le ministre de l'Agriculture du Québec est prêt à signer l'entente nationale à laquelle seront partie toutes les provinces qui font de la production de porc et de chair de volaille? Est-il prêt à signer cette entente avec le gouvernement central pour déterminer les volumes de production qui devront être respectés dans les provinces et tenter de maintenir un prix stable qui corresponde vraiment au coût de production à la ferme, que ce soit au Québec ou dans les autres provinces? Le ministre est-il prêt à signer le plan fédéral de mise en marché?

M. Garon: En principe, j'ai déjà dit que j'étais prêt à signer, à la condition que la capacité de production du Québec soit respectée. Je me demande si le fédéral, actuellement, n'attend pas longtemps, à cause des surplus qui sont garrochés sur le marché canadien, pour briser la capacité de production des producteurs québécois et intervenir pour contrôler les importations quand il sera trop tard.

M. Giasson: Lorsque le ministre parle de capacité de production au Québec, est-ce qu'au moins il sait qu'au Québec, depuis deux ans, la capacité de production et, effectivement, la pro-

duction de poulet de grill dépassent la consommation qui se fait au Québec? Est-ce qu'il le sait?

M. Garon: Oui.

M. Giasson: Donc, nous avons atteint notre capacité, notre autosuffisance et nous devons nous-mêmes envoyer dans d'autres provinces les surplus que le marché québécois ne peut pas assumer. Il n'y a pas de problèmes vis-à-vis de l'autosuffisance au Québec, nous l'avons atteinte et nous la dépassons. Ce n'est pas là que se situe le problème; c'est la volonté du ministre dans la situation présente, face au coût de la protéine, d'instaurer un programme de soutien de prix pour les deux productions en cause. C'est ce que je veux savoir de lui, s'il entend agir de ce côté-là et ne pas attendre que les faillites se produisent.

M. Garon: Vous venez exactement de mentionner les raisons pour lesquelles c'est le contrôle des importations qui est important. Vous venez de dire qu'on a une capacité de production très forte et qui excède les besoins du Québec. Actuellement, les entrées de volaille américaines sur le marché canadien pénalisent particulièrement les producteurs québécois. C'est simple, c'est l'ABC de l'économie.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

Projet d'implantation d'industrie aux Trois-Rivières

M. Bellemare: Ma question s'adresse au ministre du développement économique. J'aurais bien voulu le prévenir de ma question, mais... Le gouvernement fédéral a donné dernièrement, à la fin de mars, le feu vert à une compagnie qu'on a appelée Magnesium Québec. Depuis ce temps, le gérant de la compagnie Magnesium Québec, M. Guy Gravel, a fait une entrevue dans notre région et il a déclaré formellement que sa compagnie était en relation directe avec la compagnie allemande SKW.

M. Duhaime: SK double v.

M. Bellemare: SK "double u".

M. Duhaime: Ce sont les influences de votre fin de semaine...

M. Bellemare: Vous auriez dû assister à notre congrès, vous seriez de meilleure humeur ce matin, le leader aussi serait de bonne humeur.

M. Duhaime: Vous êtes rendu dans la onzième province.

M. Bellemare: Ce matin, nous on a le sourire pendu aux lèvres, parce que vous sentez venir un compétiteur sérieux.

M. Jolivet: La onzième province.

M. Bellemare: Regardez comment le leader se maintient là-bas, comme un homme prêt au combat. Je reviens à ma question, je ne voudrais pas vous mettre en froid avec le président.

La compagnie SKW annonçait, par son représentant qui dirige le consortium belgo-italien, M. Montezi, qu'il serait très sérieusement question de faire une alliance avec cette compagnie Magnesium Québec.

Ma première question est celle-ci: Est-ce qu'il y a du vrai dans tout ce charriage de nouvelles qu'on nous donne? Parce qu'on est inquiet dans notre région, la région de Trois-Rivières, avec tout ce qu'on a eu dernièrement comme contrecoup, on a un chômage considérable, on voudrait savoir, premièrement, s'il y a du vrai. Deuxièmement, s'il y a de l'espoir, c'est sûr, et si cela va aboutir à des réalisations possibles, parce qu'il y a 400 emplois au moins qui sont promis, si cela se réalise. Alors, maintenant que le feu vert est donné d'Ottawa, on voudrait voir si cela va se développer très prochainement dans notre région et aussi pour le ministre qui ne parle pas de Shawinigan pour sa fonderie...

M. Landry: M. le Président, tout ce qu'a dit le leader de l'Union Nationale, la prononciation en moins, est à peu près correct.

M. Bellemare: Vous êtes charitable.

M. Landry: Bien, ce sont des mots étrangers, je ne reproche rien au leader. Par conséquent, l'espoir dont il parle est réel. Cependant je dois clore là ma réponse à sa longue question, parce qu'il y a là-dedans des éléments spéculatifs et des décisions non prises qui font qu'il ne serait pas d'intérêt public que j'en dise davantage. Sauf que je maintiens que cet espoir est sérieux et que le gouvernement, par deux de ses agences, par la SGF et la SDI en particulier, suit ce dossier, surtout sous la pression constante du député de Trois-Rivières et du député de Saint-Maurice presque d'heure en heure.

M. Bellemare: Ma question supplémentaire et la dernière. Est-ce qu'il y a une intervention quelconque qui est faite par l'Hydro-Québec présentement? Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qui bloque du côté de l'Hydro-Québec? Vous n'êtes pas obligé de me le dire, mais j'aimerais bien cela le savoir.

M. Landry: M. le Président, je pense que cette fois l'indice auquel pense le leader ne s'applique pas à ce dossier. L'Hydro-Québec évidemment dans tout projet, comme fournisseur d'énergie, est impliquée, mais pas particulièrement dans celui-là à notre connaissance. Dans d'autres dossiers brûlants par ailleurs, oui.

M. Bellemare: Ce sont des nouvelles qui peuvent venir sous peu, comme disait le ministre du Travail, d'ici à dix jours, dix jours c'est dix mois,

mais en tout cas, est-ce que cela peut être aussi long comme cela? Non.

M. Landry: Non, cette question est purement hypothétique, M. le Président, je ne peux pas me commettre là-dessus.

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. Le Moignan: Ma question s'adresse au ministre de l'Éducation...

M. Gratton: M. le Président, question de règlement. Est-ce que, selon la coutume, il n'est pas indiqué qu'une deuxième question ou une troisième en fait...

M. Bellemare: Vous en avez eu quinze de l'autre bord tout à l'heure, puis on n'a rien dit. Soyez donc raisonnable.

M. Gratton: Je m'adresse au président...

M. Bellemare: Prenez cela par votre logique.

M. Gratton: ... c'est une deuxième question d'affilée à l'Union Nationale, est-ce qu'il s'agit là d'un précédent?

Le Président: Ce n'est pas du tout un précédent, il a toujours été entendu, et je vous rappelle la décision, la directive que j'avais émise à ce sujet, soit que les deux premières questions principales seraient toujours accordées à l'Opposition officielle, la suivante à l'Union Nationale, et quant à la quatrième, j'avais dit que je ferais alterner d'un parti à l'autre occasionnellement. Ce n'est jamais arrivé, cela prouve que je devais le faire aujourd'hui, M. le député de Gaspé.

Subventions aux écoles privées et publiques

M. Le Moignan: Merci, M. le Président.

Le ministre peut-il nous dire si, au chapitre des subventions tant aux écoles privées que publiques, il applique une politique nouvelle ou s'il s'en tient encore à celle qui existait avant le 15 novembre dernier? C'est ma première question.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, pour ce qui est du budget de l'année courante, rien n'est changé aux pratiques qui avaient cours sous l'ancien gouvernement. Cependant, je dois dire au député de Gaspé que toute cette question est en voie de révision. Je ne puis, aujourd'hui, me commettre quant aux résultats de cette révision, mais effectivement le gouvernement et le ministère de l'Éducation en particulier réexaminent actuellement de fond en comble le dossier de l'enseignement privé et du financement de cet enseignement.

M. Le Moignan: Question additionnelle, M. le Président. Le ministre peut-il confirmer ou infirmer certaines rumeurs qui circulent dans certaines

écoles privées et qui nous sont parvenues récemment à l'effet que des coupures systématiques de subventions seraient effectuées depuis quelques semaines dans certaines écoles primaires privées où que, pour bénéficiaire de subventions du ministère, on exigerait un quota de 50% de pensionnaires?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, les membres de cette Assemblée savent, à la suite du discours du budget, que l'éducation a subi une certaine amputation de ses crédits. En effet, la situation financière difficile que nous vivons a amené le gouvernement à exercer un certain nombre de compressions budgétaires non seulement en éducation, mais dans certains autres domaines. Cette compression, qui prend l'allure d'une ponction dans l'enseignement public, doit forcément porter également sur les établissements privés. Il ne serait pas juste qu'une telle compression ne s'applique qu'à l'école publique. J'ai expliqué aux représentants des institutions privées, que j'ai rencontrés déjà à quelques reprises, qu'ils devaient forcément — excusez l'expression — "casquer" avec les autres, avec les établissements publics dans ces coupures budgétaires, de sorte que, à l'heure actuelle, le ministère examine avec les institutions privées, la façon la plus raisonnable de faire partager à l'enseignement privé des coupures qui touchent l'ensemble de l'éducation.

Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question, M. le député, j'en prends avis et je pourrai vous répondre un autre jour.

M. Garneau: Question supplémentaire.

Le Président: M. le député de Jean-Talon, une dernière question additionnelle.

M. Garneau: Quand il parle de diminuer les subventions au secteur privé, en reconnaissant que les subventions au secteur privé sont basées sur la moyenne du coût par élève du secteur public de l'année précédente, comment le ministre peut-il demander au secteur privé de partager sous deux chapitres une baisse de son financement? D'abord, il y a le fait qu'on est toujours une année en retard et aussi, comme il y aura baisse dans le secteur public, il y aura éventuellement baisse dans le secteur privé. Comment le ministre peut-il demander aux institutions privées de partager deux fois, coup sur coup, une baisse dans leur financement?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, l'ancien ministre des Finances, député de Jean-Talon, sait comme moi que ces baisses ne sont pas du même ordre. Dans le cas du financement du secteur privé, il s'agit d'un financement par tête, qui, bien sûr, est fonction du coût dans le secteur public l'année précédente. C'est un financement par tête, n'est-ce pas? En revanche, la coupure que nous sommes obligés d'effectuer à la suite des restrictions budgétaires qui nous sont imposées, doit porter sur le secteur public comme sur le secteur privé. Le secteur public subit déjà lui aussi une

coupure; je pense que le député en est conscient. Ce n'est donc pas injuste de demander à l'enseignement privé de porter sa part du fardeau financier ou de l'absence d'un financement idoine. Autrement, M. le Président, l'enseignement public serait le seul à porter ce poids. Je pense que tous les membres de cette Assemblée conviendront que ce serait fort injuste.

Le Président: Fin de la période des questions. Je signale au député de Rouyn-Noranda et au député de Beauce-Sud que je leur donnerai la parole dès demain.

Affaires du jour.

Travaux parlementaires

Motion pour faire siéger les commissions parlementaires

M. Burns: M. le Président, j'avise la Chambre tout de suite qu'après l'adoption de ces motions, s'il plaît à la Chambre de les adopter, je proposerai l'ajournement de nos travaux à demain après-midi, quinze heures. En conséquence, je propose que la commission parlementaire des consommateurs, coopératives et institutions financières se réunisse immédiatement au salon rouge pour poursuivre l'étude des crédits de ce ministère, que cette commission suspende ses travaux à six heures pour les reprendre à huit heures et les terminer ce soir à onze heures; également que la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications se réunisse à la salle 81-A pour poursuivre l'étude des crédits du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, et que cette commission suive le même horaire, c'est-à-dire immédiatement jusqu'à six heures avec suspension jusqu'à huit heures et qu'elle reprenne ses travaux jusqu'à onze heures.

Et finalement, M. le Président, je propose également que la commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement se réunisse immédiatement à la salle 91-A pour commencer l'étude des crédits du ministère des Transports et selon le même horaire prévu pour les deux autres commissions, c'est-à-dire immédiatement jusqu'à six heures, suspension jusqu'à huit heures, huit heures jusqu'à onze heures ce soir.

Le Président: Vous en faites une seule motion?

Cette motion est-elle adoptée?

Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Vote enregistré.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion

Le Président: Que ceux qui sont en faveur de la motion du leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Tremblay, Bérubé, Duhaime, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Lazure, Léger, Garon, Tardif, Grégoire, Chevrette, Michaud, Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Perron, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Godin, Johnson, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Brassard, Clair, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Garneau, Goldbloom, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Samson, Roy.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui veuillent bien s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 93 — Contre: 0 — Abstention: 0

Le Président: Cette motion est adoptée.
M. le leader du gouvernement.

Travaux parlementaires (suite)

M. Burns: ... le gouvernement. M. le Président, avant de faire la proposition d'ajournement de la Chambre, je donne avis à la Chambre également que demain ces trois mêmes commissions, à compter de 10 heures, se réuniront respectivement au salon rouge, pour la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières; à la salle 81-A, pour la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications et à la salle 91, la commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement pour examen des crédits du ministère des Transports. Dans chaque cas, ce sera pour poursuivre les travaux commencés cet après-midi, s'ils ne sont pas terminés ce soir.

Je donne également avis à la Chambre, M. le Président, tel qu'il apparaît au feuillet d'aujourd'hui, que, demain après-midi, immédiatement après la période des questions, la commission parlementaire de la Justice se réunira au salon rouge afin d'étudier certaines questions relatives à la sécurité au travail des policiers de la Sûreté du Québec, notamment l'opportunité d'avoir pour chaque véhicule automobile de patrouille deux policiers pour chaque période de relève. Et sur ce, M. le Président, je propose l'ajournement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, est-ce que je suis dans l'ordre en rappelant si c'est

encore bien le cas, le sujet de la motion de demain? Est-ce bien celle qui a pour but d'étudier l'état actuel et l'avenir de l'industrie de l'acier au Québec?

M. Burns: A ma connaissance, à moins que le leader parlementaire de l'Union Nationale ne me corrige là-dessus, c'est la motion qui apparaissait à l'article 25, la semaine dernière, à notre feuillet de mercredi...

M. Bellemare: C'est bien cela.

M. Burns: Celle au nom de M. Biron et qui se lit comme suit: "Que cette assemblée est d'avis qu'une commission parlementaire soit convoquée immédiatement pour étudier l'état actuel et l'avenir de l'industrie de l'acier au Québec." Sauf erreur, en tout cas, je m'excuse de ne pas l'avoir rappelé, mais je le tenais pour acquis. C'est ça? D'accord. Vous avez votre réponse.

M. Levesque (Bonaventure): Oui.

M. Burns: On me dit, du côté de l'Union Nationale, que c'est effectivement la motion 25 de la semaine dernière. M. le Président, je propose donc, en conséquence...

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le ministre pourrait me donner une indication sur les intentions du gouvernement quant aux travaux de jeudi et de vendredi? Veut-il revenir à la législation, revenir aux débats sur le discours du budget, ou encore poursuivre ainsi l'étude des crédits. Je comprends qu'il peut y avoir des changements mais nous aurions au moins une idée générale.

M. Burns: Il peut y avoir des changements, mais en principe, je tenterai avec la collaboration de l'Opposition et de mes collègues, de continuer l'examen des crédits, ce qui voudrait dire que, possiblement, jeudi nous ne siégeons pas à l'Assemblée nationale, mais que nous examinons les crédits à trois commissions parlementaires différentes. Maintenant, il est possible, cela dépendra d'une question d'agencement de nos travaux, que certaines lois qui sont déjà commencées — en particulier, je pense à la Loi modifiant la Loi des mines qui est actuellement à l'étude en commission plénière — puissent revenir. Mais je ferai vraiment tout mon possible pour vous aviser d'avance pour ne prendre personne par surprise là-dessus. D'accord?

Là-dessus, M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux en Chambre à demain, quinze heures.

Le Président: Est-ce que cette motion est adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Adopté.

Le Président: Adopté. L'Assemblée ajourne ses travaux à demain, quinze heures.

(Fin de la séance à 16 h 2)